

# UNITÉ

JOURNAL DE L'UNITÉ COMMUNISTE DE LYON



Pourquoi l'Unité Communiste de Lyon / Qui sommes nous ? / Loi travail  
Etat d'urgence / Hommage aux victimes de Tchernobyl

N°1

Mai 2016

Prix libre

1

# ***Pourquoi l'Unité Communiste – Lyon ?***



**Pourquoi formons nous l'Unité Communiste de Lyon ?**

**Nous voulons travailler à un Parti Communiste.**

**Nous partons d'un constat : à l'heure actuelle, il n'existe dans l'Etat Français aucun parti communiste qui soit en mesure d'être l'outil que nous attendons, un Parti Révolutionnaire capable de mener des luttes, d'en diriger, et de préparer une révolution communiste.**

Le Parti Communiste Français n'est ni dans son fond idéologique, ni dans sa forme, une organisation révolutionnaire. Il est compromis et est lié d'intérêt avec l'appareil d'Etat. Plus aucune de ses actions, ni rien de son programme ne correspond à une volonté de combattre l'Etat. Nous ne nions pas qu'il existe en son sein des parties qui sont toujours combattives, mais nous ne partageons pas leur stratégie attentiste.

D'une manière général, aucun parti aujourd'hui n'avance de mots d'ordre politiques. Leur programme reste autour de questions économistes, mais ne s'axe jamais autour d'un aspect essentiel de la lutte révolutionnaire : la question du pouvoir.

A notre connaissance, il n'existe aucune or-

ganisation qui soit capable de pouvoir assumer ces tâches, nous ne prétendons pas être celle qui sera à même de le faire, mais nous voulons poser les bases du débat idéologique qui permettra l'émergence d'une telle organisation.

**Nous voulons travailler honnêtement, avec les forces qui partagent ce but.**

**Nous voulons poser des questions et débattre :**

La plus grande victoire des réactionnaires et des capitalistes a été la destruction des débats de fond, des batailles idéologiques qui débouchent sur des évolutions politiques concrètes, entre les différents courants.

Il n'existe plus d'instance centrale de débat entre les forces progressistes, d'endroits où la lutte idéologique peut se dérouler. Au contraire, les chapelles sont cloisonnées et enfermées.

Nous ne redoutons pas le débat idéologique, au contraire nous le recherchons. Nous voulons soumettre au feu de la critique nos conceptions pour les éprouver.

Nous voulons ainsi avancer et faire avancer autour de nous les débats, que les positions justes, que la théorie juste l'emporte, et que

les conceptions fausses disparaissent.

Nous voulons porter ceci comme projet, celui d'ouvrir un véritable débat idéologique, qui aille au-delà des questions historiographiques, au-delà de l'anathème, mais qui soit quelque chose qui permette à chacun d'avancer .

**Nous voulons nous former et donner accès aux formations.**

La formation et la maîtrise des questions théoriques, idéologiques, économiques est chez nous un noyau crucial. Nul ne peut tout connaître et tout maîtriser, mais nous voulons tendre vers la formation la plus poussée possible.

Nous ne voulons pas considérer la théorie comme un fétiche, comme quelque chose en face de laquelle il ne doit y avoir comme réaction qu'une simple adhésion. Au contraire, nous faisons le choix de vouloir aborder tous les sujets et d'en tirer des conclusions pratiques qui permettent à la lutte d'avancer. Ce qui n'a pas marché dans les expériences socialistes, mais également, et chose importante, ce qui a marché aussi, les victoires et les réussites.

**Nous voulons être capable de faire une synthèse des expériences et des héritages:**

Le mouvement ouvrier et le mouvement révolutionnaire ont une longue histoire, enrichie chaque fois par les victoires comme par les échecs. Face à cela, nous voulons être capable de pouvoir étudier cette histoire et cet héritage d'une manière critique, en comprendre les aspects positifs et les erreurs, et être capable de forger une synthèse juste correspondant à la situation actuelle.

Nous ne sommes pas de ceux qui parlent de la place de la France dans le Monde ou de la République unie et indivisible. Nous partons du principe que c'est au peuple de décider de son appartenance à telle ou telle entité juridique. Nous soutenons donc les luttes indépendantistes là où elles existent.

**Nous voulons nous inclure dans les luttes partout où nous sommes:**

**Qu'elles soient syndicales, sociales, mais également politiques et internationales.**

**Nous voulons lutter contre le sexisme, le racisme et les discriminations qui touchent notre société.**

**Nous voulons lutter contre le premier bourreau auquel nous faisons face, notre propre impérialisme, nos propres capitalistes.**

**Nous voulons abattre les cloisons entre ces luttes, et les réunir pour leur donner la possibilité d'être victorieuses.**

# L'ETAT D'URGENCE : UNE NOUVELLE CONCEPTION DE LA RÉPRESSION D'ETAT.

**Instauré à la suite des attentats du 13 Novembre 2015, l'Etat d'Urgence a vocation à s'inscrire dans la durée. Pas forcément sous sa forme complète et totale, mais certains éléments ont visé à rester gravés dans la constitution et dans la loi.**

**Présentée comme une réponse exceptionnelle à une situation exceptionnelle, l'arsenal juridique mis en œuvre n'est pourtant pas enfant de l'urgence, mais découle bien d'une évolution dans la conception de ce que sont les notions de « sécurité » et de « menace ».**

Dans son histoire récente, l'Etat Français n'a pas été déstabilisé, ni débordé outre mesure par les mouvements sociaux, ou par un risque de guerre civile. Si des événements ont parfois montré que les forces de l'ordre étaient tactiquement en deçà de ce qu'elles avaient à affronter - émeutes de 2005, contestation de Notre-Dame-des-Landes, mouvements sociaux puissants, mais aussi mouvements réactionnaires (Manif pour tous, jour de colère) - jamais l'Etat n'a connu de réelle menace frontale.

Les tentatives de mettre en place un système de type Etat d'Urgence ont bien été portées, souvent par l'extrême-droite, mais n'ont pas abouti pour deux raisons majeures :

**Premièrement, un manque d'unité de volonté au sein du parlement**, pour entretenir le mythe de l'alternance et de l'existence d'une « gauche » parlementaire, oppositionnelle, plus libérale politiquement, protectrice, voire maternelle.

**Deuxièmement, le fait que l'arsenal juridique suffisait à exercer une répression forte** par voie normale (l'exemple de GoodYear le démontre), et que les dispositifs tactiques de courte durée, par voie préfectorale, suffisaient à gérer les crises passagères.

Le premier verrou a volé en éclats avec l'arrivée au pouvoir du Parti Socialiste. Cela a eu pour effet de démontrer son vrai visage, d'une part, mais également de montrer celui de ses courroies de transmission dans la société civile (syndicats affiliés, groupes locaux...etc) qui ont mis un frein à toute tentative de mouvement social. Paradoxalement, cela a entraîné une radicalisation politique, les débouchés comme l'alternance devenant illusoire.

Le deuxième verrou est plus lié à la maturation d'une nouvelle conception idéologique de la sécurité.

L'Etat français pêche par son absence quasi complète de pensée stratégique large dans son rapport aux forces qui pourraient le menacer. Comparé aux USA qui disposent de plusieurs écoles travaillant sur cette question, et d'instituts ou de *think tanks*, la France n'avait jusqu'à présent pas, ou peu, tiré de conclusions sur l'évolution des formes de contestations et de lutte armée, que ce soit

chez elle, ou l'extérieur.

En 2002, Phillip Bobbitt publie un ouvrage majeur *"The Shield of Achilles: War, Peace, and the Course of History"*, ouvrage dans lequel il expose ses thèses sur la forme que doit prendre l'Etat pour répondre aux nouvelles menaces le concernant.

Brièvement, Bobbitt exprime l'idée que l'Etat-nation et l'Etat Westphalien, ainsi que l'Etat Providence, formes d'Etat qui ont eu cours jusqu'à l'heure actuelle, ne sont plus valables. Ces formes étatiques se basaient sur un "deal territorial" entre les citoyens et l'Etat, lesquels bénéficiaient de la protection extérieure et intérieure en échange de devoirs et d'une certaine restriction de liberté.

Bobbitt, bien évidemment, escamote le fait que toutes les classes ne sont pas égales face à ce deal, et qu'au final il ne concerne qu'une part infime de la population, mais cela n'enlève rien à la perception qu'a l'Etat de cette question.

Périmé dans sa forme par l'émergence de nouvelles menaces extérieures et intérieures, l'Etat doit se muer en une forme d'Etat-Marché. Ceci a deux conséquences principales:

Primo: Certaines affaires militaires peuvent être sous traitées à des acteurs privés: Les SMP (Sociétés Militaires Privées), ce qui est notamment le cas en Irak.

Deuxio, étant donné que les rapports conflictuels d'Etat à Etat, de groupes identifiés à groupes identifiés, ne sont plus la norme principale, l'Etat doit prendre en compte la notion de sécurité préventive.

## Dans la théorie de Bobbitt :

**L'Etat Westphalien**, né au cours du XV<sup>ème</sup> siècle était le prototype des états centralisés, des états modernes qui devaient assurer la sécurité sur les frontières et au sein de l'Etat, l'Etat ayant ainsi le monopole de l'armée, liquidant le système féodal, et de seigneurs de la guerre.

**L'Etat nation** se doublait d'une autre fonction, celle de la sûreté intérieure, l'Etat ayant le monopole de la violence légale, et assurant -en théorie- la protection de la population, en échange du fait que la population soit mobilisable pour la guerre.

**L'Etat providence** garantit les mêmes aspects que précédemment cité, mais se doublant d'une protection sociale.

**C'est ce deuxième aspect qui est le plus intéressant, et qui est celui qui, dans son essence, est présent dans l'Etat d'urgence de longue durée.**

Considérant les menaces comme diffuses, internationalisées, implantées profondément dans le territoire, l'Etat se dote d'un arsenal préventif et de contrôle à *priori*.

En pratique, cela signifie que dans la période qui se clôt, la présomption d'innocence et l'absence de délit d'intention étaient globalement la norme. En cas de transgression, la police puis la justice se chargeaient de l'affaire.

Désormais, avec la modification stratégique opérée, c'est une gestion en commande directe, par les préfets, par la police, qui devient la base de l'action de répression. La magistrature, la justice, devient un acteur de validation à *posteriori*.

La multiplication des outils de surveillance, couplée à l'augmentation massive de l'utilisation des outils et moyens de communications numériques, permettent de pouvoir exercer une surveillance -déjà traduite dès 2004

par la veille de l'opinion- accrue, et un traitement préventif des risques menaçant la sûreté de l'Etat.

De même, la perception de la coercition est modifiée. Le système carcéral français était déjà bâti autour de l'idée de "purgatoire" dans lequel l'emprisonnement et l'isolement est une punition en soi, et où l'idée même de réhabilitation est combattue vigoureusement. Déjà, ce système était basé sur le fait de marquer du sceau de l'infamie toute personne qui avait séjourné derrière les barreaux.

Avec la volonté de marquer la déchéance de nationalité dans la constitution, un tabou est brisé. Déjà, idéologiquement, le terrain avait été préparé par le débat sur l'identité nationale. D'une vision "sensible" de la question -qu'est ce qui fait qu'un français est français- on passe à une vision juridique qui va créer deux catégories distinctes: les bons français et les mauvais français.

Cette aggravation est une manière de graver dans les textes un état de fait déjà présent et déjà implanté. Simple-

### EST CE UN NOUVEAU FASCISME ?

Très régulièrement, des discours sont émis sur la naissance d'un nouveau fascisme, d'un fascisme moderne ou d'une contre révolution préventive.

Cependant, cela n'apparaît nullement comme une évidence ici.

Ce système certes caporalisé, certes durci, n'est nullement incompatible avec le fonctionnement de la démocratie bourgeoise.

Celle-ci a toujours trouvé mille manières d'empêcher les masses populaires, le peuple en général, d'avoir un droit de regard et une intervention dans les affaires de la bourgeoisie.

### ALORS QU'EST CE QUI CHANGE ?

Nous avons grandi dans une époque qui n'était pas la norme de fonctionnement du capitalisme. Les rapports de forces nés de l'existence des Etats socialistes, du mouvement révolutionnaire et du mouvement ouvrier en général faisaient que le fonctionnement normal du capitalisme et de la démocratie bourgeoise avait connu des altérations, des concessions.

Pour beaucoup, nous avons considéré ces choses comme normales, comme allant de soi.

Mais elles avaient pour la bourgeoisie un caractère passager, exceptionnel.

Aujourd'hui, le mouvement révolutionnaire est affaibli. Ces concessions ne sont plus jugées nécessaires. Cela se voit sur les acquis sociaux, sur les droits démocratiques, bref, sur l'ensemble de la politique. D'ailleurs la réforme du code du travail, la réforme du CDI, opérée depuis l'arrivée de François Hollande au pouvoir, s'est faite à marche forcée.

**Certes la bourgeoisie a, probablement mieux que beaucoup d'autres, tiré des conclusions sur les mouvements révolutionnaires et sur le mouvement ouvrier. Elle en a conclu de nouvelles formes de gestion des crises, de gestion des tensions, et de nouveaux appareils juridiques. Mais dans le fond, tant qu'il n'existe pas de contradiction majeure au sein de différentes parts de la bourgeoisie, tant qu'il n'y a pas de mouvement ouvrier et révolutionnaire menaçant, le fascisme ne se justifie pas.**

# Loi El Khomri: Les funérailles du C.D.I.



**La loi El Khomri tire ses racines d'un vieux désir du patronat : en finir avec le C.D.I. et avec le code du travail. Arrachée par le rapport de force, la lutte et la mobilisation, la maigre protection que constitue ce code est toujours restée une arrête dans la gorge du patronat.**

**Pour les capitalistes et leurs relais politiques, les libéraux -au sens large- ces acquis ont toujours constitué une anomalie, une parenthèse, dans l'histoire du capitalisme. Ils n'étaient qu'un compromis temporaire concédé pour permettre un *modus vivendi* dans la lutte sociale, la tempérer, au moment où le mouvement ouvrier, ainsi que le mouvement révolutionnaire, étaient au zénith.**

Même si pour nous, l'URSS révisionniste des Khrouchtchev et des Brejnev avait baissé le drapeau de la révolution socialiste, même si le P.C.F. avait déjà jeté par-dessus bord l'idéologie marxiste-léniniste, ce camp représentait encore une menace, un poids, dans le rapport de force entre ouvriers et patrons.

Dès que le mur tombe, dès que l'URSS implose, les réformes et les attaques se succèdent à un rythme infernal. Cependant, sans s'attarder sur leur liste, il est important de pointer une ligne générale qui est apparue courant 2000 quant au travail.

**En 2006 sort le double projet C.P.E. / C.N.E.,** qui, bien qu'abandonné, posait une base idéologique de l'avenir des normes et du contrat de travail. Attaquant par la jeunesse, cobaye de l'expérimentation, ce contrat instituait la précarité de longue durée, ainsi qu'une réduction drastique des droits sociaux.

L'idée était aussi, à terme, de créer le **contrat unique**, contrat ayant pour objectif de fusionner la situation des C.D.D. et des C.D.I. Ce projet établissait la stratégie des capitalistes : détruire la protection sociale, en échange d'une prétendue possibilité d'embauche facilitée, donc de rendre plus aisée la mobilité de la main d'œuvre.

Bien évidemment par mobilité de main d'œuvre, cela signifie précarisation et un turn-over plus grand, soit une capacité à faire pression sur les conditions de travail par peur d'un licenciement.

L'arrivée du gouvernement P.S. E.E.L.V. P.R.G. en 2012 avait laissé flotter l'illusion que la gauche institutionnelle allait balayer d'un revers de main toute cette stratégie, et restaurer une situation de protection sociale, de garantie du code du travail. En bref, garantir une sorte de droit à l'exploitation capitaliste « modérée ».

## **Il n'en fut rien. Deux facteurs rentrent en ligne de compte pour comprendre ceci :**

**Premièrement**, le P.S., dirigeant la coalition au pouvoir, s'est toujours démarqué par son absence de physionomie politique, et par son absence complète de ligne politique autre que l'opportunisme. Face à la pression du patronat, il était clair, comme tous les gouvernements « socialistes » d'Europe (SPD dans les années 20 en Allemagne, PSOE en Espagne...) qu'il plierait l'échine, et accepterait les ordres du patronat.

**Deuxièmement**, l'aggravation de la crise économique de 2008 et la menace de la concurrence internationale ont effrayé le patronat français, de même que la montée de plus en plus sensible de l'ogre chinois. Alors qu'à l'époque du monopole triomphant, du système impérial et protectionniste, les patrons cherchaient à accumuler une bonne couche de graisse sous forme de profits, cette fois, ils se sentent au pied du mur.

Acculés, les capitalistes montrent les dents, et sont prêt à tout pour imposer leurs intérêts au gouvernement. C'est cette bataille, qu'ils mènent sans esprit de recul, qui nous est imposée aujourd'hui.

Le gouvernement P.S. a alors lancé une première charge autour de l'A.N.I. Accord National Interentreprises. Cette proposition de loi enterrait purement et simplement le CDI et, surtout, posait le problème des droits sociaux en retournant la pyramide des normes.

Auparavant, la Loi encadrait en premier lieu tout le monde du travail, au sein duquel des accords par branches d'activité -les conventions collectives- régissaient le fonctionnement spécifique de tel ou tel secteur de l'économie, définissant des grilles de salaires, d'indemnités etc.

Au dernier échelon, les accords au sein de l'entreprise créaient des situations spécifiques, en fonction des particularités -et du rapport de force- au sein de chaque établissement.

Si des dérogations existaient – et il en existe beaucoup – une cohérence existait néanmoins. Cet acquis du front populaire permettait tout de même de limiter la pression personnelle des travailleurs, qui pouvaient référer à la loi ou à l'accord de branche pour limiter les abus.

**La spécificité de l'A.N.I. et de la loi El Khomri, c'est bien de retourner la pyramide, où la loi ne devient qu'un encadrement général, dans lequel la situation spécifique -laissée à la libre appréciation du patron ou du C.A. - devient, de fait, la véritable loi de l'entreprise.**

Ne soyons pas angéliques, la situation d'avant n'était nullement parfaite, cependant il serait sot de nier qu'il est nettement plus aisé de forger un rapport de force face à un patron avec le soutien d'un syndicat, dans un rapport de force protecteur, que de se voir notifier une dégradation de sa situation de travail dans le huis clos du bureau du responsable, ou du DRH, sans la possibilité de se défendre réellement, tant le licenciement devient aisé.

**Ce qui frappe, à la lecture des conséquences de cette loi, c'est ô combien elle est éloignée de son objectif décrit : créer de l'emploi. En libéralisant la situation des travailleurs, au contraire, elle prépare la surcharge de travail pour un nombre plus restreint de travailleurs. Quelle embauche peut surgir lorsque trois travailleurs pressurés peuvent effectuer les heures de travail d'un quatrième ?**

**Au contraire, cela va briser toute création de postes. Cette loi ne va créer d'accès à l'emploi que pour ceux qui remplaceront les travailleurs épuisés par les cadences infernales, ou acceptant la place d'un travailleur qui n'a pas accepté une baisse de salaire.**

# Hommage aux victimes de la catastrophe de Tchernobyl et aux liquidateurs.

## Cette année, nous commémorons les 30 ans de la catastrophe de Tchernobyl.

Le 26 Avril 1986, la centrale Vladimir Ilitch Lénine, située à Tchernobyl, à proximité de la ville de Pripjat, explosait. Cet accident nucléaire, le plus grave jamais produit, a conduit à la fermeture d'une zone d'exclusion de 2 600 km<sup>2</sup>, à l'évacuation de plus de 200 000 personnes, ainsi qu'à l'irradiation d'une grande partie de la population locale.

La lutte contre l'incendie de la centrale, les opérations de sécurisation du site, ainsi que la décontamination de la zone ont exposé environ 600 000 travailleurs et soldats à des taux de radiation atteignant parfois 2 à 3 000 Röntgen par heures, quand on sait que la dl<sup>50</sup>-dose à partir de laquelle 50% des individus exposés décèdent- est de 400 rem/an.



Ces combattants de l'atome, nommés liquidateurs, ont accompli leur tâche au mépris du danger, conscient du risque terrible pour l'Europe, voire le Monde, si jamais le danger dans la centrale de Tchernobyl n'était pas complètement éliminé.

Dans les opérations menées par les premiers arrivés, les pompiers de la région, qui ont payé un lourd tribut en s'exposant directement aux radiations. Dans des opérations de largage de sable et de bore dans le brasier du réacteur n°4 encore en feu, puis par des largages de près de 2 000 tonnes de plomb pour sceller le réacteur, les pilotes et les soldats ont été exposés à des doses massives de radiations, dont beaucoup sont morts ou restés infirmes.

Dans les opérations d'approche au sol, près de la centrale, pour évaluer la situation, dans le creusement par des mineurs du Donbass ou de la région de Toula d'une salle sous la centrale pour installer un dispositif de refroidissement -lequel devait empêcher le *corium*, le cœur fondu, de traverser la couche de béton et d'atteindre la nappe phréatique, causant un risque de contamination massive et pouvant potentiellement déclencher une explosion allant jusqu'à 7 mégatonnes- mais également dans une tâche beaucoup plus dure et coûteuse humainement, celle de nettoyer le toit des décombres.

Pour poser le sarcophage de béton armé au dessus de la centrale, il était impératif de retirer du toit les morceaux d'uranium et de graphite projetés par l'explosion du cœur du réacteur. Or, l'opération avait logiquement été tentée avec des robots, qui tombèrent en panne les uns après les autres à cause de l'exposition aux radiations. Pour résoudre cette terrible équation des "robots biologiques", ou plus poétiquement les "Krycnye Loty", les chats du toit, furent envoyés.

Ces combattants furent commémorés comme des héros les années suivantes, et reçurent des pensions de la part de l'Etat. Cependant, avec la chute de l'URSS<sup>1</sup>, les pensions et les honneurs se sont taris, et il ne resta bientôt plus qu'une misère noire pour ces combattants de l'atome.

Nous leur rendons hommage aujourd'hui, à ceux qui ont donné leur vie pour que la catastrophe de Tchernobyl ne soit pas devenue celle de l'Europe entière. Nous rendons hommage à cette abnégation dont ils ont fait preuve.



**Nous ne sommes pas de grands amoureux de l'URSS révisionniste, qui avait, lors du XX<sup>ème</sup> congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique, abandonné les fondamentaux du marxisme et du communisme, l'esprit de la révolution, la volonté de combattre l'impérialisme et le capitalisme, et qui au contraire s'est enfoncée dans une liquidation de son héritage socialiste, dans la création -sous le prétexte de la division internationale socialiste du travail- d'un social-impérialisme, en somme, une URSS qui n'était plus le bastion de la révolution.**

**C'est dans ce contexte de pourrissement économique que s'est produite cette catastrophe. Monétarisant l'économie socialiste, édifiée avec patience depuis la révolution, les révisionnistes avaient creusé leur propre tombe. Les investissements dans l'industrie se tarirent, l'économie s'asphyxia, et elle se fragilisa.**

**Face à une concurrence exacerbée, choisie, avec l'Amérique, l'URSS était lancée dans une lutte économique dans laquelle elle partait désavantagée. Cela s'est aggravé d'années en années. Cela eut également des répercussions sur la population, sur les chercheurs, dont le directeur de la centrale Viktor Petrovitch Brioukhanov, qui, au mépris des règles de sécurité, lança un programme expérimental, pour dépasser le plan prévu, et être bien vu de ses supérieurs.**

**Cela ne nous empêche pas de rendre hommage à ceux qui, voulant symboliser leur victoire, ont accroché au sommet de la cheminée de la centrale le drapeau rouge, dans un hommage à la prise du Reichstag.**

# Le prétexte Tchernobyl: un enjeu de la guerre froide.

**L**ors de la catastrophe de Tchernobyl, un déluge de condamnations ont été déversées sur l'URSS -guerre froide oblige- mettant en avant la lenteur d'action des secours, les mensonges ou la rétention d'information sur l'accident, la manière dont ont été géré les travaux, avec leur coût humain faramineux...etc.

La vérité nous oblige à plaider à décharge sur certain de ces arguments, et à en opposer d'autre. Avant Tchernobyl, il n'y avait pas eu de Tchernobyl. Jamais un accident comparable n'avait eu lieu, et la gestion de crise face à un incident de cette ampleur avait un caractère tout à fait expérimental. Insuffisant, certainement, mais expérimental.

La lenteur de réaction à été le fait, en partie, de la difficulté énorme d'évaluation du danger et d'évaluation

des dégâts. Les moyens techniques n'ont permit de se faire une idée réelle de la situation qu'au bout de plusieurs jours, date à laquelle la ville de Pripiat à, par ailleurs, été évacuée intégralement.

Le fait que les délégations de chercheurs, spécialistes du nucléaire, aient logé par ailleurs dans la ville même, dormant, mangeant, travaillant sur place, indique une sous-évaluation grave plus qu'un mépris généralisé.

Le maintien des manifestations du premier mai à Kiev est dans la droite ligne de cette sous-estimation. Le secrétaire générale de la RSS d'Ukraine s'est par ailleurs suicidé peu après, rongé par le remord.

L'envoi de nombreux soldats, de nombreux travailleurs, répondait à une logique d'urgence, à une nécessité impérieuse de liquider le problème le plus vite possible. Le coût en à été énorme, mais il partait d'un calcul froid: Coût connu si une action est entreprise / coût estimé si le pire scénario se produit.

## A titre de comparaison, l'accident nucléaire de Fukushima est révélateur.

**L**a société TEPCO à délibérément falsifié des rapports indiquant un danger pour la centrale Fukushima Dai-chi en cas de tsunami, mettant, pour éviter des travaux sur la central, délibérément en danger la population. Dans le cas de Tchernobyl, c'est une expérimentation sur le système de sécurité qui à pris une tournure catastrophique.

La même société à fait obstruction face à l'Etat japonais dans sa transmission d'information sur la situation, minimisant à chaque fois la gravité de la situation. Elle a été épinglée à plusieurs reprises pour ses manquements aux règles de la sûreté ainsi que pour des dissimulations d'accidents survenus dans ses centrales.<sup>2</sup>

Quant à la situation à l'heure actuelle sur la centrale de Fukushima, la confusion règne. Employant une technique de pointe, la photographie par muons<sup>3</sup>, les chercheurs sont parvenus à obtenir une image de l'enceinte du réacteur. Résultat des courses: Vide. Le cœur n°1 (un des deux cœurs rentré en fusion complète), transformé en *corium* par sa fusion, se serait donc écoulé dans les étages du dessous.

Où est-il ? Mystère. Mais le risque d'une atteinte de la nappe phréatique est réel. Or, elle subit déjà une contamination par des rejets d'environ 300 t d'eau radioactive par jour, à travers les fissures de son soubassement.



## La facteur humain, le capital humain, qu'en est il de son usage ?



**P**our la situation de Tchernobyl, l'urgence et l'improvisation ont régné en maître cruel sur les opérations, prélevant un lourd tribut. Dans le cas de Fukushima Daï-Chi, la situation se mêle aux relents immondes des profits qui peuvent se faire sur l'exploitation crasse des travailleurs.

Une partie importante des travailleurs dans les zones contaminées, chargés de ratisser le sol, d'éliminer les traces de radiations, est en situation de surexploitation: Payés de l'ordre de 10\$/h, sans indemnités de logement, sans indemnités de repas, certains s'endettent dans ce travail ingrat. D'autres choisissent de se débarrasser de leurs dosimètres pour continuer à travailler dans la zone après avoir atteint le maximum toléré en terme d'exposition.

Comme des primes sont versées pour les zones les plus dangereuses, les *yakusas* n'hésitent pas à faire du recrutement forcé de chômeurs et de S.D.F., envoyés travailler en zone contaminé pour que la mafia s'engraisse.

Ce ne sont que certains aspects, mais le traitement de l'information, sa transmission aux populations, ainsi que les égards pour la main d'œuvre n'ont non seulement pas changé, ils ont même empiré pour certain. L'incompétence s'étant mêlé aux questions de rentabilité et de secret cher à cet secteur.

Pour finir sur Fukushima, il est estimé que les travaux de décontamination et de démontage s'étaleront sur 20 ou 30 années. Dans les faits, jamais une centrale nucléaire n'a été démontée.

## La France, prochaine sur la liste ?

**L**a fatalité frappera certainement. Les réacteurs nucléaires français font du rab' de vie. Ils tournent depuis bien plus longtemps que la date originelle de leur fermeture. Or, ils tourneront probablement jusqu'à leur casse, tant le démontage est une question problématique.

A l'heure actuelle, c'est un véritable casse-tête que cette question de la durée de vie. Construits en grande pompe à l'époque où la France voulait mener cavalier -relativement- seul, indépendant dans le bloc Ouest, cette nucléarisation massive s'est faite sans jamais se poser la question du démontage.

**Depuis, la durée de vie des réacteurs est allongée artificiellement, par décret.<sup>4</sup>**

Hormis le démontage, une question de profit se pose également. EDF, bien que théoriquement entreprise publique, est un monopole jaloux, frieux comme le sont tous les monopoles. Des travaux, un arrêt de centrale signifierais des pertes en terme de rentabilité.

### **D'autant que derrière EDF se trouve aussi l'ombre du fleuron mondial du nucléaire: AREVA.**

AREVA, un dossier inépuisable, une entreprise qui forme, dans certains pays, un Etat dans l'Etat, arrosant chaque parti politique, chaque faction, chaque clan, pour pouvoir continuer éhontément à exploiter à bas coût les sous sols de l'Afrique.

Car, au final, la question n'est pas tant celle du nucléaire en tant que tel que de la gestion de ce secteur si central, si stratégique, qu'est l'énergie. La question du nucléaire de manière spécifique n'a pas réellement de sens. Chaque type de production d'énergie à ses aspect néfastes et ses aspects positifs. Le charbon et le pétrole sont tout aussi meurtriers<sup>5</sup>, les ressources renouvelables comme le solaire présentent eux aussi des inconvénients graves<sup>6</sup>, en somme il n'existe pas de quadrature de cercle sous le capitalisme pour la production d'énergie.

## UN SECTEUR PUBLIC DE L'ÉNERGIE SERAIT-IL UNE GARANTIE ?

**N**on, hélas. La notion de secteur public en monde capitaliste est une notion bien trompeuse. EDF, Cogema (ancêtre de AREVA) étaient des monopoles publics, comme Elf en son temps. Cela ne les a nullement empêchés de faire de sombres affaires, d'être mouillés dans des scandales, dans des coups d'Etat.

**La seule garantie que nous ayons n'est pas une question purement de forme, il est une question de contrôle et d'impact décisionnel. Or, sans un Etat du peuple, dirigé par le peuple, rien de cela n'est possible. L'Etat bourgeois est là pour protéger la bourgeoisie, dont le but est d'amasser du profit. Rien d'autre.**

**C'est notre Etat que nous devons construire, un Etat socialiste, là pour répondre aux besoins du peuple, dont une énergie sûre et propre. Sans cet Etat, sans ce changement révolutionnaire de société, les Fukushima et les Tchernobyl seront toujours une menace.**

### Images et notes:

-Page précédente en haut: Photographie de la centrale de Tchernobyl après la pose de son sarcophage.

-En médaillon: Médaille destinée aux liquidateurs, certains ont été par ailleurs fait héros de l'Union Soviétique. Elle représente une goutte de sang traversée par des particules alpha, bêta, ainsi que par le rayonnement gamma, trois des principaux rayonnements issus de la radioactivité.

-Page précédente au milieu à droite: la centrale Fukushima Daï-Chi après le Tsunami de 2011. Sont clairement distinguables les dégâts causés par les explosions d'hydrogène accumulé dans les bâtiments.

-Page précédente en bas: La photographie faite par le détecteur de muons. Elle montre clairement les enceintes de confinement, ainsi que l'absence du cœur de réacteur, parti au diable vauvert.

-Page de regard: les liquidateurs en action. Les raies de lumière qui partent du sol sont le fait de la radioactivité qui a marqué la pellicule.

1A laquelle la catastrophe de Tchernobyl est liée, étant donné son coût humain et financier terrible (plusieurs milliards de roubles), et son coût politique pour l'équipe de Gorbatchev alors au pouvoir.

2Source: [http://www.liberation.fr/planete/2016/02/26/fukushima-tepco-dans-le-viseur-de-la-justice\\_1436001](http://www.liberation.fr/planete/2016/02/26/fukushima-tepco-dans-le-viseur-de-la-justice_1436001)

3On utilise le rayonnement de fond de l'univers, lequel est dévié par les objets denses, dont l'Uranium. (19g/cm<sup>3</sup>)

4<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2016/02/23/20002-20160223ARTFIG00319-la-prolongation-des-centrales-nucleaires-en-question.php>

5Selon *Science & Vie* 1 000 000 de personnes chaque année meurent à cause de la pollution atmosphérique.

6L'utilisation de terres rares notamment, lesquelles expliquent un certain nombre de conflits armés d'aujourd'hui.

# QUI SOMMES-NOUS ?

L'Unité Communiste-Lyon se revendique de l'héritage des expériences des États socialistes et de leur histoire. Elle se revendique également de l'expérience des luttes du mouvement ouvrier depuis sa naissance, luttes qui ont donné un matériel historique et militant dont l'étude et la compréhension est nécessaire. Ces héritages constituent un capital d'expérience précieux qui se doit d'être mis en avant, analysé et critiqué pour en tirer des enseignements justes pour les combats à venir.

C'est ce travail critique, cette bataille idéologique permanente que nous souhaitons avoir au cœur de notre organisation. Sans dogmatisme, sans fétichisme, permettre de passer au crible de l'expérience les conceptions et les idées, pour en tirer une synthèse correspondant aux tâches de l'heure actuelle.

Nous considérons que le débat entre organisations militantes se revendiquant de la lutte des classes et de la révolution se doit d'être mené avec un esprit positif, une adhésion au principe de la dialectique, et l'idée que de cet affrontement d'idée pourra naître une organisation solide, plus idéologiquement juste, et capable de pouvoir affronter les tâches que la situation actuelle lui donne.

Nous voulons la création d'un véritable Parti Communiste qui serait à même de mener la lutte contre le pouvoir de la bourgeoisie et organiser la révolution. Pour nous, ce Parti n'existe pas encore, et nous ne prétendons pas être le centre de gravité autour duquel il s'organisera. Dans ce cadre, nous sommes largement ouvert à un processus

d'unification ayant pour but la fondation de celui-ci.

L'Unité Communiste-Lyon considère que dans la situation internationale actuelle, l'impérialisme français est l'ennemi principal à abattre, et que ses implications dans les aventures militaires et les liens néocoloniaux doivent être dénoncés et combattus.

L'Unité Communiste-Lyon se revendique du fonctionnement par le centralisme démocratique. C'est à dire par une prise de décision en assemblée plénière et en congrès, avec une application stricte et unanime des décisions une fois celles-ci prises. Elle est une organisation unitaire, dans laquelle le débat est fait de manière franche et ouverte, et où les prises de décisions sont appliquées à la lettre. Il n'y a pas de place en son sein pour le fractionnisme.

L'Unité Communiste – Lyon rejette le sectarisme d'organisation, et, sur une base honnête et saine, est disposée à travailler de concert avec d'autres forces progressistes ou révolutionnaires sur de nombreuses luttes, mais également sur des événements culturels militants, des débats ou des conférences.

Si pour nous la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme est l'axe central, nous considérons qu'il est impératif de lutter également contre les maux qu'il génère. Ainsi nous avons vocation à lutter contre le fascisme, le racisme, le sexisme, et contre les discriminations en général qui touchent notre société.

Egalement, la lutte par l'outil syndical dans chacun de nos secteurs d'action et d'activité est un aspect primordial de notre politique.

UNITE COMMUNISTE—LYON

Site internet: [unite-communiste-lyon.over-blog.com](http://unite-communiste-lyon.over-blog.com)

Page Facebook: [Unite Communiste—Lyon](https://www.facebook.com/UniteCommunisteLyon)

Contact: [Unite.communiste.lyon@gmail.com](mailto:Unite.communiste.lyon@gmail.com)